



Comité économique et social européen

CESE-Employeurs.Actualités

JUILLET 2008



Comité économique et social européen
Groupe des Employeurs

OUI à une Europe qui s'élargit et qui s'ouvre sur le monde

Jagiellonian University
Aula of Collegium Novum

CRACOVIE 10 avril 2008



DANS CETTE ÉDITION

EDITORIAL	Pg. 2	UN CATALYSEUR POUR LA CROISSANCE ECONOMIQUE	Pg. 8
INTERVIEWS	Pg. 3	UN IMPORTANT PROJET POLITIQUE	Pg. 9
OUI A L'ELARGISSEMENT DE L'EUROPE!	Pg. 4	UNE MONDIALISATION INTERIEURE	Pg. 10
JE SUIS ET JE RESTERAI UN EURO-ENTHOUSIASTE	Pg. 5	LES RELATIONS NIPPO-EUROPEENNES	Pg. 11
L'ELARGISSEMENT - UN DEFI STIMULANT	Pg. 6	UNE CHANCE POUR L'EUROPE	Pg. 12
UNE NOUVELLE RAISON DE CONSTRUIRE L'EUROPE	Pg. 7	CRACOVIE EN FAITS ET EN CHIFFRES	Pg. 12

LES EMPLOYEURS EUROPEENS DISENT OUI A UNE EUROPE QUI S'ELARGIT ET QUI S'OUVRE SUR LE MONDE

Un moment d'exception. Le 10 Avril 2008 le Groupe des Employeurs a vécu une journée très riche et pleine d'émotions.

Très riche parce que nous avons abordé sans faux semblants les questions de la



mondialisation et de l'élargissement. Deux processus qui ne se font pas sans risques pour l'économie européenne et pour nos populations. Mais globalement, nous n'avons qu'à y gagner. Une

Europe plus peuplée, réunifiée en totalité sous l'égide du projet communautaire est un objectif que les Pères fondateurs et les générations de l'avant guerre n'auraient jamais pu imaginer, même en rêve. Il est aujourd'hui à notre portée. Pourquoi gâcher notre plaisir?

La mondialisation est une réalité que nous avons espéré tous depuis longtemps: voir enfin la fracture Nord-Sud se résorber et voir les Pays émergents enfin émerger. De nouveaux marchés s'ouvrent, des opportunités nouvelles se présentent à nous. Le formidable potentiel de développement des pays du sud et de l'orient ne peut qu'être prometteur d'un avenir meilleur à condition que tous les continents soient concernés et qu'il n'y ait pas de "laissés pour compte de la mondialisation". Pourquoi gâcher notre plaisir?

Les Employeurs européens disent OUI à une Europe qui s'élargit, OUI à une Europe qui s'ouvre sur le monde. Mais en s'élargissant, en s'ouvrant sur le monde, nos entreprises ont besoin plus que jamais d'une Europe enfin achevée avec un véritable marché intérieur qui fonctionne, des politiques économiques au minimum coordonnées, de nouvelles politiques communes dans les domaines de l'environnement, de l'énergie, des migrations, de l'éducation et de la recherche. Plus de cohésion, plus de solidarité, une meilleure

gouvernance. Nous croyons à l'avenir économique de l'Europe; à l'avenir de son industrie, de ses services, de son agriculture et de son artisanat. La bonne santé des entreprises européennes conditionne la prospérité de nos peuples et leur adhésion au projet européen.

PAS D'OUVERTURE, PAS D'ÉLARGISSEMENT SANS UN APPROFONDISSEMENT DE LA CONSTRUCTION EUROPÉENNE

Et n'était ce pas symbolique que nous délivrions ce message justement en Pologne, premier pays du bloc de l'Est à s'être libéré, d'ailleurs pacifiquement, du joug de la dictature? Et symboliquement aussi c'est dans les mines de sel de Wieliczka, symbole de la lutte pour la dignité des travailleurs et du peuple polonais, que nous avons dîné dans un moment de grande convivialité et célébré les 50 ans du CESE et de notre Groupe des Employeurs là même où le Pape Jean Paul II se rendit en 1979 lors de son premier voyage



officiel en Pologne après son élection.

Beaucoup d'émotions donc grâce à nos très estimables amis Employeurs polonais qui nous ont donné ainsi une belle leçon

d'efficacité et de sens politique. Qu'ils en soient remerciés ainsi que toutes les collaboratrices et collaborateurs de la Confédération polonaise des Employeurs (PKKP) et du secrétariat de notre Groupe qui ont donné le meilleur d'eux-mêmes pour faire de cette manifestation un événement qui restera à tous jamais gravé dans nos mémoires à l'occasion des 50 ans de notre Comité et de l'Union européenne.

Henri MALOSSE
PRÉSIDENT
GROUPE DES EMPLOYEURS DU CESE

"Le thème de notre conférence peut certes sembler général, mais il intéresse directement les entrepreneurs polonais" a déclaré **M^{me} Henryka BOCHNIARZ**, présidente du PKPP Lewiatan, à



l'occasion de l'ouverture de la conférence: "Nos entreprises se sont bien mieux adaptées que prévu aux conditions du marché unique européen. D'après les estimations, le montant cumulé de nos échanges transfrontaliers avec nos partenaires de l'Union a dépassé en 2006 les 132 milliards

d'euros, ce qui a abouti à un solde créditeur pour la Pologne. En trois ans seulement après l'entrée de la Pologne dans l'Union européenne, les entreprises polonaises ont augmenté la valeur de leurs ventes sur les autres marchés de l'Union de près de 80%, et la croissance de leurs importations a suivi le même rythme.

À l'heure de la mondialisation, on ne peut nier l'importance que revêt la capacité de l'Union européenne à faire face à la concurrence des pays au développement dynamique que sont les nouveaux "tigres" de l'économie mondiale, à savoir la Chine, l'Inde et le Brésil".



Henryka BOCHNIARZ
Jacek KRAWCZYK

Henri MALOSSE, Président du Groupe des Employeurs du CESE
Henryka BOCHNIARZ, Présidente de la Confédération Polonaise des Employeurs Privés
Waldemar PAWLAK, Vice-premier ministre et Ministre de l'économie de la Pologne



M. Waldemar PAWLAK, Vice-premier Ministre et Ministre polonais de l'économie a centré son allocution sur les conséquences de l'élargissement de l'Europe pour les



entreprises comme pour la société de l'Union européenne. À ses yeux, l'Europe peut et doit faire face à la concurrence mondiale, et c'est sur **"une organisation intelligente du travail, la connaissance et les nouvelles technologies"** qu'elle doit s'appuyer pour disposer d'un avantage concurrentiel sur le marché mondial.



OUI A L'ELARGISSEMENT DE L'EUROPE!

Le 1^{er} mai 2004, le rêve de ma génération, de celle de mes parents et de mes grands-parents s'est réalisé: la Pologne a rejoint l'Union européenne. Nous avons renoué avec notre famille de cœur, celle des nations européennes démocratiques.

Lorsque, le 13 décembre 1981, les communistes ont instauré la loi martiale en Pologne, ils n'ont pas seulement commis un acte criminel, ils ont surtout essayé d'étouffer notre espoir d'un avenir meilleur, d'une vie décente et digne. Ils n'ont pas "pris en compte" notre volonté d'améliorer les conditions de vie de la Pologne de l'époque, notre désir d'ouvrir le pays au monde.

L'isolement complet est devenu notre unique réalité pendant plusieurs années. L'année 1989 et l'organisation des premières élections semi-démocratiques en Pologne ont constitué un tournant exceptionnel. Nous, les citoyens, avons remporté la victoire: le premier gouvernement non communiste a accédé au pouvoir à



Varsovie. Ensuite, le leader de Solidarność, M. Lech Walesa, a été élu à la présidence du pays. Enfin, nous nous sentions libres.

LA VOIE VERS L'EUROPE ETAIT OUVERTE

Au début, nous étions confrontés à de multiples difficultés: l'hyperinflation, l'économie étatique, la présence des troupes russes, la pénurie de

produits alimentaires ou d'essence. Nous avons pu surmonter bon nombre de ces problèmes grâce à une politique efficace et un énorme enthousiasme populaire. Notre réussite a également tenu au fait que notre objectif est toujours resté bien défini: l'Europe. L'instauration de nouvelles relations avec l'UE a constitué l'une des premières priorités des nouveaux gouvernements non communistes. Cela a abouti à la signature d'un accord stratégique en décembre 1991.

Le processus a été plus long que prévu. Nous ne sommes devenus membres de l'UE qu'en 2004 et non dans la seconde moitié des années 1990. Les réformes qui ont dû être mises en œuvre dans notre pays ont dépassé bon nombre des prévisions annoncées au début des années 1990. Mais l'objectif était clair: devenir membre à part entière de l'Union européenne. Les hommes politiques et les citoyens ont fait preuve d'une grande détermination.

Tout le monde s'accordait pour dire que les projets "européens" devaient rester en dehors du jeu politique et constituer la priorité. Une priorité bénéfique et intelligente. Les réformes difficiles requises pour répondre aux normes et aux critères de l'UE ont été accueillies avec beaucoup de compréhension.

Aujourd'hui, en 2008, quatre ans après l'adhésion de la Pologne à l'UE, près de 80% des Polonais soutiennent la participation de leur pays à l'Union européenne. Ils se sentent de plus en plus concernés

par la chose européenne. L'adhésion a déjà eu de nombreux effets, dont le plus important est probablement



Jacek KRAWCZYK
Vice-Président
Groupe des Employeurs

un changement des mentalités. Nous avons élargi notre horizon de pensée et d'action, nous partons à la conquête de nouveaux défis en Europe et ailleurs.

La Pologne a parcouru un long chemin depuis 1981. J'avais 18 ans quand la loi martiale a été instaurée, j'ai vécu cette évolution formidable qu'a connue la Pologne depuis. Ma génération a eu de la "chance": elle a participé à ce changement et en a tiré d'immenses avantages.

Évidemment que je réponds **OUI À L'ÉLARGISSEMENT DE L'EUROPE!**

L'Europe qui a connu plusieurs élargissements ces dernières décennies, mais également l'Europe qui envisage de nouveaux élargissements. Cette perspective d'ouverture pour les nations extérieures à l'UE, pour d'autres générations qui attendent de pouvoir saisir leur chance, est capitale. Nous devons offrir cette possibilité à tous en Europe. Nous devons prendre en compte le désir des citoyens et des nations de rejoindre la famille européenne.

Cela marche. N'est-ce pas ce que nous avons pu constater lors de la réunion extraordinaire du Groupe I à Cracovie?

J'AI ETE, JE SUIS ET JE RESTERAI UN EURO-ENTHOUSIASTE

Si tel est le cas, ce n'est pas en raison de la création rapide de mécanismes qui ont eu une incidence positive pour le pays et ont entraîné un afflux de capitaux, de nouvelles technologies ou d'innovation, mais c'est car il s'agit, à mon avis, de la seule direction adéquate pour permettre à la Pologne de suivre une voie de développement appropriée, et en conséquence, d'assurer un bon niveau de vie à ses citoyens. Pendant 45 ans, nous avons vécu à l'écart du monde réel et il nous faut aujourd'hui rattraper rapidement le retard qu'il nous reste à combler.

Quatre années se sont écoulées depuis notre entrée dans l'Union européenne et à l'heure qu'il est, nous pouvons déjà évaluer de manière très concrète les conséquences de notre appartenance à l'Union européenne. Il va sans dire que dans le cas des entrepreneurs, il s'agira d'une évaluation très subjective, influencée par le secteur que nous représentons, nos attentes ou encore notre degré de connaissance des principes de fonctionnement de l'UE.

NOUS Y SOMMES PARVENUS

Au tournant du siècle, lorsque la perspective de notre entrée dans l'Union européenne est devenue plus concrète, j'ai participé activement à la création de la Confédération polonaise des employeurs privés (PKPP – Lewiatan), organisation appelée à représenter un secteur privé de plus en plus vaste et puissant, dans le cadre de ses relations avec les responsables qui décident de notre sort et, en conséquence, de celui de l'économie polonaise. Et nous y sommes parvenus. Nous avons créé la plus puissante des organisations de représentation des intérêts des entreprises privées.

Ce sont des raisons analogues, quoique plus personnelles, qui m'ont incité à établir, en 2002, une organisation sectorielle – l'Union polonaise des employeurs privés du secteur des cosmétiques. Le secteur polonais des cosmétiques fait exception sur la carte de l'Europe, en ce qu'il est composé de plus de 400 producteurs et opérateurs polonais, qui réalisent une part de marché de près de 50 %. Une telle situation, dix neuf ans après la transformation



Henryk ORFINGER
PRÉSIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
LABORATOIRE COSMÉTIQUE DR IRENA ERIS SA

du pays et après plusieurs années de présence, sur notre marché, de tous les acteurs mondiaux de ce secteur, témoigne de la remarquable vigueur des entrepreneurs polonais de l'industrie cosmétique. Telle est également la raison pour laquelle je considère comme un échec le fait que ce secteur ne dispose toujours pas d'une représentation à Bruxelles, au sein du COLIPA, organisation qui représente le secteur au niveau européen. S'il n'a pu bénéficier d'une telle représentation, c'est que les producteurs mondiaux, tels que P&G, Henkel ou Unilever, qui ont chacun leur représentant au COLIPA bloquent notre participation, empêchant ainsi l'accès des producteurs polonais aux processus décisionnels au niveau européen.

UNE CONSEQUENCE DE LA MONDIALISATION

Ce que j'évoque ici est une conséquence de la mondialisation, qui, d'un côté, nous ouvre de nouveaux marchés et crée de nouvelles opportunités, mais de l'autre, engendre aussi certains problèmes sur le marché local, où les producteurs internationaux, en coopération avec les réseaux commerciaux internationaux (qui commencent peu à peu à prédominer) disposent d'un avantage décisif sur les producteurs locaux. Ce qui importe est que cette situation nous donne la chance de participer aux décisions prises au niveau européen, afin de faire entendre notre voix. Nous avons beaucoup à dire et à apporter à l'avenir du secteur au niveau européen. Nous nous efforçons déjà de le faire aujourd'hui par le biais du gouvernement polonais et de ses structures, mais il s'agit d'un travail très difficile et si nous n'entretenons pas de bonnes relations avec les députés européens et le bureau du PKPP Lewiatan à Bruxelles, nous serions totalement privés d'informations très importantes pour nous, sans parler d'exercer une influence sur quoi que ce soit.

La conférence de Cracovie, qui s'est déroulée le 10 mois d'avril, constitue une illustration des activités organisées pour mieux faire comprendre le rôle des différents États et de leurs économies dans le processus d'élargissement d'une Europe qui ne cesse de s'ouvrir sur le monde. Elle a permis de montrer les différents points de vue en présence, qui sont importants pour les entrepreneurs polonais, les entrepreneurs d'un pays dont l'économie se développe de manière dynamique et constitue un élément de plus en plus important d'une Europe qui s'élargit.

L'ELARGISSEMENT - UN DEFI STIMULANT

L'élargissement est l'un des instruments les plus puissants de l'action politique de l'Union européenne (UE), laquelle a contribué à la prospérité, à la création d'opportunités de croissance et à la promotion de valeurs européennes. Le cinquième élargissement a représenté un grand défi tant du point de vue quantitatif, douze pays, que qualitatif, en raison de l'absence de tradition d'économie de marché dans ces pays et de différences socioculturelles. Cet élargissement a provoqué un double impact, au niveau des entreprises et au plan social.

UN DOUBLE IMPACT

Pour ce qui est de l'impact au niveau des entreprises, le processus d'intégration économique a favorisé dans tous les nouveaux états membres la croissance, avec un taux moyen annuel de 4,3% du PIB. En outre, il a permis d'élargir le marché unique, offrant de nouvelles opportunités de commerce et la mise à l'épreuve de la compétitivité des économies de l'UE à 15. Ainsi, Ces dernières années, le commerce total dans l'UE a doublé, les investissements étrangers directs ont augmenté et la concurrence a favorisé l'amélioration de la

productivité et la réduction des prix.

De même, le marché unique a favorisé une nouvelle division du travail. Les entreprises des pays de l'UE à 15 ont délocalisé leurs



RODRIGUEZ GARCIA-CARO
MEMBRE DU CESE

centres de production pour réduire leurs coûts, préservant des postes de travail dans leur pays et en créant d'autres dans les nouveaux états membres. En ce qui concerne le dialogue social, les systèmes de relations de travail dans ces pays présentent certaines divergences par rapport aux caractéristiques des pays de l'UE à 15. Toutefois, le dialogue bipartite autonome entre les organisations de travailleurs et les employeurs ne fonctionne pas encore pleinement.

En ce qui a trait à l'impact social de l'élargissement, il faut dire

que les taux élevés de chômage, les déséquilibres régionaux, les inégalités dans la distribution

du revenu et des niveaux de salaires plus bas ont favorisé les flux migratoires des nouveaux états membres vers les autres pays de l'UE. Cependant, seuls 2% des européens vivent en dehors de leur pays d'origine. De plus, les travailleurs migrants ont contribué de manière très positive aux économies des pays d'accueil en couvrant les besoins de leur marché du travail.

UNE PLATE-FORME IDEALE

Afin de promouvoir une convergence plus rapide des nouveaux états membres, ceux-ci auront un accès progressif aux fonds de la Politique agricole commune et 51,3% des fonds de cohésion leur seront destinés.

En conclusion, l'élargissement se présente comme une plate-forme idéale pour faire face à la mondialisation, en ce qu'il apporte des avantages commerciaux ainsi qu'en matière d'investissements et de croissance tout en favorisant l'expansion de l'espace de paix, de liberté, de solidarité, de justice, de stabilité et de démocratie. Il faut néanmoins, d'une part, aborder les nouveaux défis tels que le problème de la prise de décision à 27 membres, la stabilisation des Balkans occidentaux ou l'adhésion de la Turquie, de l'Ancienne République Yougoslave de Macédoine et de la Croatie et, d'autre part, expliquer aux citoyens européens les bénéfices de l'élargissement et donner un élan à la politique de voisinage afin de promouvoir la sécurité et la stabilité sur le continent.



UNE NOUVELLE RAISON DE CONSTRUIRE L'EUROPE

L'Europe a accumulé beaucoup de retards et d'occasions manquées. La globalisation va nous forcer à activer les choses.

CRISE ET GLOBALISATION

La crise que traverse l'Europe est liée à ses difficultés d'adaptation concurrentielle, mais aussi au manque de vision et de volonté commune des Etats, ainsi qu'au déficit d'enthousiasme, de confiance et d'appropriation dans l'opinion. Les entreprises européennes manquent d'outils communs efficaces et sont prises en tenailles entre le rétrécissement de l'espace national et l'appel au grand large de la globalisation.

L'EUROPE NOTRE MEILLEUR ATOUT FACE À LA GLOBALISATION

L'Europe est le premier marché du monde en PIB, et le premier partenaire commercial dans les échanges internationaux. Elle a réussi à construire une monnaie unique de rang international, qui devient une alternative crédible au dollar. Elle parle d'une voix unique à l'OMC et dans les négociations internationales.

LE POTENTIEL EUROPEEN RESTE SOUS-EXPLOITE

DEVELOPPER UNE POLITIQUE EUROPÉENNE DE L'OFFRE

On a fait un euro-marché autour d'une politique européenne de la demande. Mais on n'a pas su faire des "euro-entreprises" avec une politique européenne de l'offre. Le pari de Jean Monnet s'est trouvé renversé: on a coalisé des Etats au lieu d'unir des Européens.

- L'échec du statut européen de société: après 35 ans de retards, seules 70 entreprises l'ont adopté, et aucune disposition n'existe pour les PME;
- Une fiscalité des sociétés en jachère: pas d'harmonisation de l'assiette et de rapprochement en vue, même au sein de la zone Euro;

- Pas d'appui de la politique de la concurrence de l'UE à la constitution de vraies "euro-entreprises";



Bruno VEVER
SECRÉTAIRE GÉNÉRAL
D'EUROPE ET ENTREPRISES

- Retards des réseaux transeuropéens et des partenariats public/privé européens, aux dépens de notre compétitivité.

S'ACCORDER ENTRE NOUS SUR CE QU'ON DEMANDE AU RESTE DU MONDE

Propriété intellectuelle: blocages linguistiques à la création d'un brevet communautaire depuis 30 ans: il faudrait les surmonter en lui appliquant le régime du protocole de Londres.

Services (2/3 du PIB): après l'échec de la directive Bolkestein et le dispositif trop minimaliste qui l'a remplacé, il faudrait donner sa chance à une autorégulation européenne des services.

Marchés publics (16% du PIB) : ils restent fermés à plus de 90%, malgré des directives très formelles. Ils resteront fermés tant qu'il n'y aura pas un intérêt des Etats à acheter européen, ce qui impliquera plus de coopération européenne et à l'affirmation d'euro-entreprises.

Environnement: manque de politique commune de recherche sur de nouvelles normes, tandis que le budget du PCRD européen reste trop faible (5%), face à des programmes nationaux dominants (95%).

SE PRÉSENTER SOLIDAIREMENT SUR LA SCÈNE INTERNATIONALE

Douanes: il est contreproductif d'avoir 27 administrations dans l'union douanière, plutôt que des douanes européennes unifiées, seul moyen d'assurer une protection efficace contre les fraudes, contrefaçons, et concurrences déloyales.

Assurance crédit exportation: les différences de régimes nationaux aboutissent à des disparités injustifiées entre entreprises européennes. Il faudrait promouvoir un régime commun.

Représentation unifiée de l'euro: elle était prévue pour 1998 mais il a fallu attendre novembre 2007 pour organiser une troïka BCE/Eurogroupe/Commission à Pékin. Il manque à l'euro une gouvernance commune interne et externe efficace.

Missions commerciales européennes: la prédominance exclusive des missions nationales a pour effet de nous diviser inutilement. Il faudrait organiser aussi des missions européennes, permettant de mieux défendre et affirmer nos intérêts communs. Ceci supposerait davantage de vrais euro-entrepreneurs!

LA GLOBALISATION NOUS IMPOSE D'ACCELERER LA CONSTRUCTION EUROPEENNE

La globalisation impose aujourd'hui d'aller au-delà de simples coalitions d'Etats et de dépasser l'Europe du "plus petit commun dénominateur". Il est urgent de passer à une Europe gagnante face à globalisation: une Europe plus et mieux intégrée, "à effet multiplicateur", capable de libérer les énergies et d'obtenir des économies d'échelle. Pour faire gagner l'Europe, il faut d'abord "rendre possible et payant d'être Européens". L'association "Europe et Entreprises" vient de présenter, dans cet esprit, un "cahier des charges des euro-entrepreneurs pour tirer un meilleur parti de l'Europe".

UN CATALYSEUR POUR LA CROISSANCE ECONOMIQUE

Le Groupe "Employeurs" du CESE a tenu le 10 avril 2008 une réunion à Cracovie sur le thème des implications que l'élargissement de l'Union européenne et la



Filip HAMRO-DROTZ
PRÉSIDENT, SECTION REX

mondialisation ont pour les entreprises. Cette rencontre à laquelle ont participé nombre de personnalités et de représentants politiques polonais a été une grande réussite, eu égard à la très haute importance du thème pour le monde des entreprises européennes, quel que soit leur secteur, leur taille ou leur zone d'activité géographique. Les orateurs et le public ont exprimé des points de vue dynamiques sur les opportunités que l'élargissement et la mondialisation offrent aux entreprises européennes.

Les entreprises européennes sont en bonne posture pour faire face aux défis de la mondialisation. L'intégration européenne est une réussite sans parallèle depuis la création des États-Unis d'Amérique. En 50 ans, depuis la création de la Communauté européenne, l'Europe a cessé d'être une région divisée, instable politiquement et pauvre pour devenir la région la plus riche et la plus stable du monde. L'Europe fait maintenant partie du groupe des économies les plus puissantes, et représente approximativement 20 % du PIB mondial. L'Europe est aujourd'hui une puissance commerciale mondiale en ce qui concerne tant

les biens que les services. L'euro devient la monnaie de référence dans le monde entier, et le marché unique offre un marché domestique très fort pour les entreprises.

Bien entendu, la mondialisation ne va pas sans engendrer de nombreux défis pour les entreprises. La concurrence mondiale ne cesse de s'accroître, émanant avant tout d'entreprises d'économies émergentes, telles que la Chine, l'Inde, la Russie et le Brésil. Les coûts de production des entreprises augmentent, en raison de la hausse des prix des matières premières et de l'énergie. L'environnement économique mondial est incertain, en raison de la récession aux États-Unis et des turbulences qui sévissent sur les marchés financiers. Les performances européennes en matière de productivité ne sont pas des meilleures, et les Européens rechignent souvent à créer de nouvelles entreprises. C'est en Europe que les charges les plus lourdes pèsent sur les entreprises du point de vue de la réglementation et des pratiques administratives. Des pressions démographiques se font également sentir, le sommet de la pyramide des âges étant relativement plus large en Europe que dans les autres régions du monde.

Pour relever ces défis et percevoir la mondialisation comme une occasion à saisir, BusinessEurope a présenté ce que doivent être les "priorités gagnantes". Ce message s'adresse aux gouvernements européens et aux institutions de l'UE. Des actions décidées doivent être menées pour poursuivre la mise en œuvre des réformes favorables

à la croissance et à l'emploi. Le marché hypothécaire européen reste à intégrer: il est le catalyseur de la croissance économique, de l'emploi et du bien-être. Les systèmes sociaux européens devraient être réformés pour répondre aux défis qui se posent à l'échelle mondiale et des actions crédibles devraient être entreprises afin de promouvoir un système énergétique sûr, compétitif et respectueux du climat. Il faut également s'élever avec vigueur contre toutes les formes de protectionnisme.

Les entreprises font naturellement face à leurs responsabilités en faisant de la mondialisation un concept «gagnant-gagnant». Une compétitivité forte et améliorée, mais aussi responsable, est le concept clé.

Les participants à la réunion ont également été informés de la manière dont le CESE contribue à la mondialisation. En parallèle avec les réseaux internationaux d'entreprises (par exemple les sommets commerciaux), le CESE a établi plusieurs plateformes avec des pays tiers et des régions,



par exemple sous la forme de tables rondes avec la Chine et l'Inde ou de groupes de contact avec l'Amérique latine et l'Europe orientale, dans le cadre desquels nos membres renforcent leur interaction avec des représentants de ces pays.

UN IMPORTANT PROJET POLITIQUE

Lors de la réunion de printemps que le Groupe des Employeurs a tenue à Cracovie, la discussion en table ronde et le débat ont

souligné, une fois de plus, toute l'actualité de la problématique de l'élargissement de l'Union européenne. L'enjeu ne consiste pas seulement à étendre le marché unique et faire adopter les règles communes de l'acquis

communautaire. Jusqu'à présent, chaque vague d'agrandissement de l'Union a également constitué un important projet politique et posé un jalon vers l'objectif d'assurer à tous les habitants de l'Europe les mêmes possibilités de s'épanouir et d'influer sur les évolutions de notre planète mondialisée.

Il y a quatre ans j'ai, moi-même, été confronté au processus d'incorporation dans l'Union et à ses effets, en tant que membre du groupe central de négociation pour l'adhésion de la Slovaquie à l'UE, où j'ai représenté au premier chef les intérêts des entreprises slovaques. Les contributions des participants à la table ronde de Cracovie n'ont fait que corroborer l'expérience et le savoir que j'avais pu moi-même accumuler: nous sommes entrés dans l'UE au départ de situations nationales qui étaient passablement hétérogènes mais aussi avec des attentes différentes. Je n'en veux pour illustration que les effets qui en ont résulté dans chaque État pour les entreprises et l'ensemble de la société: nous y sommes confrontés dans de nombreux secteurs et aujourd'hui encore, nous les combattons avec plus ou moins de succès.

L'ÉPAISSEUR DE LEUR PORTEFEUILLE

S'adapter à un fonctionnement au sein du marché unique constitue pour les entreprises un

processus exigeant et qui n'a pas encore été mené à son terme. Je me rappelle encore très bien les scénarios noirs que certains



Cveto STANTIC
MEMBRE DU CESE

économistes avaient prédits à la petite économie slovaque une fois entrée dans l'UE: destructions massives d'emplois du fait d'une pression accrue de la concurrence, multiplication des faillites, surtout parmi

les entreprises de petite ou moyenne taille, effondrement du marché immobilier, difficultés dans l'agriculture et l'industrie alimentaire, fuite des cerveaux, etc.

L'économie n'a subi aucun choc dommageable. Bien au contraire, les indicateurs macroéconomiques témoignent d'une progression appréciable en tout point: le PIB croît sans désespérer, à raison de pas moins de 6,1% l'an dernier, les exportations augmentent à un rythme élevé, grâce à une compétitivité accrue et à un accès plus aisé aux marchés extérieurs, le taux de chômage est descendu à un seuil record, les entrepreneurs bénéficient d'un environnement économique et juridique stable, l'accès aux



marchés des capitaux s'est élargi et l'introduction de l'euro a été un succès. Depuis que leur pays est entré dans l'UE, les rémunérations nettes des Slovaques ont connu une appréciation moyenne de 29 %, démontrant ainsi clairement,

vu la réduction sensible de l'inflation (14,5 %), que le pouvoir d'achat et la prospérité générale progressent réellement. Je suis convaincu que la Slovaquie aurait avancé nettement moins vite si elle n'avait pas fait partie de l'UE.

L'ESPOIR DE LENDEMAINS MEILLEURS

Les habitants des pays européens situés au sud-est de la Slovaquie aspirent tout aussi fortement à une accélération analogue de leurs progrès et de l'amélioration de leur situation socio-économique. Hélas, l'instabilité politique, la propension à regarder vers hier plutôt que vers demain, les antagonismes ethniques, la corruption, l'absence d'un État de droit et d'institutions démocratiques opérantes les empêchent d'avancer plus promptement sur la voie d'une économie et d'une société prospères. Chômage et misère ne font qu'exacerber les pulsions nationalistes et l'hostilité interethnique. La fragilité politique des Balkans occidentaux et le marasme de leur économie peuvent constituer une menace pour la paix en Europe et dans le monde entier. L'Europe se doit dès lors d'y agir avec plus de rapidité et de résolution. Je suis certain qu'en menant une stratégie globale pour hâter l'essor politique, économique et social de la région, l'UE

rehausserait son prestige, en apparaissant comme l'un des acteurs majeurs de la stabilité et du développement de notre globe. La perspective claire d'un avenir indubitablement européen est le seul moyen d'apporter aux habitants de cette région du continent européen l'espoir de

lendemain meilleurs. Aussi est-ce sans réserve aucune que je lance un appel pour que nous continuions à élargir une Union européenne qui s'ouvre sur le monde - et donne à tout le monde un exemple éclairant.

UNE MONDIALISATION INTERIEURE

L'élargissement de l'UE a constitué une sorte de "mondialisation intérieure" qui continue d'enregistrer des succès parce qu'elle s'est opérée dans un cadre de règles partagées. La gouvernance est ainsi la grande force motrice de l'intégration mondiale. Le rythme et la portée des changements planétaires que nous observons sont sans précédent. Cependant, ces changements sont également source de préoccupations: pressions aiguës sur les secteurs traditionnels de l'industrie, concurrence accrue pour l'accès au marché et pour les matières premières, graves menaces pesant sur les ressources naturelles et les écosystèmes. En outre, les pays émergents affichent des taux de croissance bien supérieurs à ceux de l'UE. Eu égard à cette situation, je voudrais attirer votre attention sur quelques domaines où le besoin d'une gouvernance mondiale se fait particulièrement sentir.

1 - **Les investissements** stimulent l'emploi et la productivité, permettent un meilleur accès aux nouvelles technologies et créent davantage de concurrence. Afin d'attirer les investissements, les politiques de tous les acteurs doivent être axées sur l'ouverture des marchés, la transparence, la non-discrimination, la prédictibilité et la réciprocité, étant donné que ces éléments créent un climat propice aux investissements, aux fusions et aux acquisitions. Le chapitre "Investissement" a été retiré de l'ordre du jour de l'OMC en 2003. Faute d'un accord multilatéral, l'UE doit appeler au respect des deux principes fondamentaux que sont la *transparence* et la *non-discrimination*.

2 - La plupart des pays émergents associent à un taux de croissance rapide des **barrières non tarifaires** élevées difficiles à mettre en évidence et à supprimer, comme les subventions, les prêts bonifiés ou non remboursables, la sous-évaluation des devises de vente, ou le protectionnisme en matière de marchés publics. En outre, l'industrie manufacturière de l'UE part vers l'Asie, attirée par des dérogations aux normes techniques, commerciales, sociales et environnementales.



Marco FELISATI
MEMBRE DU CESE

3 - **Les violations du droit de la propriété intellectuelle** privent les ayants droit de recettes qui leur sont dues et menacent la viabilité de productions innovantes. Aussi les entreprises ont-elles besoin de règles harmonisées au niveau mondial afin de protéger l'innovation. La reconnaissance et le respect des droits de propriété intellectuelle sont essentiels pour permettre d'investir dans l'imagination, la recherche, les idées et la qualité. Mais l'adoption de règles ne peut suffire à elle seule: le véritable défi consiste à faire respecter les règles. Dans bon nombre de pays, si le droit de la propriété intellectuelle est satisfaisant, son application trahit de sérieuses lacunes.

4 - La lutte contre les **changements climatiques** ne peut profiter à la fois à l'environnement

et aux entreprises, aux pays développés et aux pays en voie de développement que si sont créées des conditions équitables, grâce à des efforts concertés à l'échelon mondial visant à mettre en place un accord post-Kyoto. Les entreprises ont un rôle central à jouer pour renforcer le transfert de technologie; cependant, elles ne doivent pas être indûment pénalisées par des politiques déséquilibrées qui privent les investissements innovants de ressources et donnent lieu à des revendications protectionnistes.

L'industrie constitue un élément de solution, mais elle ne peut agir de manière isolée. Tous les secteurs sociaux et économiques doivent contribuer à réduire l'empreinte carbonique de nos sociétés. Les objectifs ambitieux de réduction des émissions ne doivent pas être uniquement appliqués à l'industrie, mais également aux services et aux transports, aux ménages et à la société en général.

5 - Les entreprises ont besoin d'un **accès stable aux matières premières**. Cependant, ces dernières années, la demande mondiale croissante a généré des pénuries et des augmentations de prix. Les économies émergentes recourent souvent, pour répondre aux besoins intérieurs, à des mesures comme, par exemple, des restrictions à l'exportation, des régimes de double prix, ou des restrictions aux investissements étrangers et à l'accès aux ressources du sol. Les accords bilatéraux de l'UE devraient être mis à profit pour permettre de réaliser des progrès tangibles en la matière, en s'attaquant aux pratiques discriminatoires. En Europe, il convient de mettre en place des outils plus efficaces afin de suivre de près le marché des matières premières et son impact sur la compétitivité.

LES RELATIONS NIPPO-EUROPEENNES

Depuis la fin des années 1990, les entreprises japonaises, et notamment celles du secteur manufacturier, investissent massivement dans l'Union européenne, renforçant ainsi considérablement les relations nippo-européennes.

LES JAPONAIS CONTINUENT D'INVESTIR A L'ETRANGER

En 2006, la valeur des exportations et importations japonaises a atteint un niveau record (524 milliards d'euros, pour les exportations et 494 milliards d'euros, pour les importations), suite aux augmentations soutenues et remarquables constatées depuis le début du XXI^e siècle. L'une des raisons pouvant expliquer cette tendance réside clairement dans le développement du commerce bilatéral sino-japonais. Voilà plusieurs décennies, la Chine décidait d'ouvrir son économie. Cette décision a joué un rôle déterminant dans le sens de la mondialisation de l'économie. À cette époque, on utilisait au Japon l'expression "menace chinoise" pour désigner le risque que représentait pour les emplois au Japon l'afflux massif de produits chinois. Mais parallèlement à l'augmentation des importations japonaises en provenance de la Chine, on a également assisté au développement des exportations du Japon à destination de la Chine, ce qui a contribué à préserver les emplois au Japon.

Examinons à présent les investissements japonais et la

production japonaise à l'étranger. Selon le ministère des Finances, l'investissement direct étranger du Japon s'élevait à 5 850 milliards de yens pour l'année fiscale 2006,



Professeur Hiromasa KUBO
Institut de l'Union européenne à Kansai

contre 3 200 milliards en 2000. Cela prouve que les entreprises japonaises continuent d'investir à l'étranger. Il convient d'observer que l'UE est le deuxième destinataire le plus important des investissements réalisés par le Japon à l'étranger. Avec 1 410 milliards de yens, ces investissements dépassent nettement en valeur ceux réalisés en Chine (360 milliards de yens). Ce sont les États-Unis qui viennent en première place pour les investissements japonais; le Japon a investi aux États-Unis 1 860 milliards de yens au titre de l'exercice 2006.

FRAGMENTATION DE LA PRODUCTION

Plusieurs facteurs permettent d'expliquer ces investissements massifs des entreprises japonaises dans l'Union européenne. La forte croissance économique des nouveaux États membres est l'un des facteurs essentiels. Les entreprises japonaises déploient à présent des sites de production aux quatre coins de l'Union élargie. Ce phénomène peut s'expliquer par la "fragmentation de la production". Cela consiste à établir un centre de recherche et de développement en Allemagne, un site de

production de composants en Hongrie, une usine d'assemblage en République tchèque et des services administratifs en Pologne, en fonction des avantages comparatifs de chaque pays. Tous les sites sont reliés entre eux. Avant le cinquième élargissement de l'UE, cette stratégie aurait été coûteuse, en raison des droits de douane.

Les entreprises japonaises ont déjà déployé des stratégies similaires en Asie. Cela étant dit, l'environnement des entreprises dans l'UE présente les avantages suivants par rapport à celui de l'Asie:

Coûts de transport - La plupart des pays asiatiques sont séparés par des mers. Bien que le transport maritime soit généralement bon marché, les entreprises asiatiques doivent décharger la marchandise des navires sur des camions ou des camions sur des bateaux, ce qui génère des coûts de transport élevés. La situation dans l'UE est passablement différente.

Normes techniques - En Asie, chaque pays a son propre système de normes. En plus, il existe en Asie de nombreux accords de libre-échange, chacun contenant une définition différente, par exemple, des règles d'origine, ce qui fait obstacle à une distribution efficace des sites de production.

Taux de change - La plupart des monnaies des nouveaux États membres sont plus ou moins rattachées à l'euro, ce qui est un facteur de stabilité pour les taux de change bilatéraux. En Asie, il n'existe aucun accord global sur les taux de change. Pour cette raison, les entreprises asiatiques doivent composer avec des monnaies volatiles, ce qui rend plus difficile l'élaboration d'une stratégie adaptée à l'Asie.

Pour conclure, les entreprises japonaises ont acquis la conviction que la mondialisation constitue une opportunité et tentent d'en tirer parti et ce, même au sein de l'Union européenne élargie.



UNE CHANCE POUR L'EUROPE

La réunion extraordinaire du Groupe des Employeurs a été



Brenda KING
PRÉSIDENTE
SECTION SOC

organisée dans le cadre magnifique de l'université de Jagellonne, à Cracovie, en Pologne. Cette université est la deuxième université la plus ancienne

d'Europe centrale et figure en tête du classement des meilleures universités de Pologne. Cette université a été le lieu idéal pour rassembler des organisations d'employeurs de toute l'Europe, qui se sont penchées sur le thème: **"Oui à une Europe qui s'élargit et qui s'ouvre sur le monde"**.

J'ai fait un certain nombre de commentaires concernant la

seconde table ronde, sur "la mondialisation, une nouvelle raison de construire l'Europe".

M. Henri Malosse (France), Président du Groupe des Employeurs du CESE, **M. Jerzy Hausner**, Professeur à la faculté des sciences économiques de l'Université de Cracovie, **M. Filip Hamro-Drotz** (Finlande), Président de la section spécialisée "Relations extérieures" du CESE, **M. Hiromasa Kubo**, professeur à l'Institut de l'Union Européenne à Kansai, **M. Wojciech Morawski**, PDG de la société Atlantic S.A., **M. Rafał Stepnowski**, PDG de la société Jeppesen Poland, et **M. Bruno Vever** (France), Secrétaire général, Europe & Entreprises, ont figuré parmi les participants à la discussion.

Les participants ont convenu que la mondialisation pouvait constituer une chance pour l'Europe, même s'il est urgent de renforcer les politiques intérieures telles que l'investissement dans la recherche, l'innovation et l'éducation, étant donné qu'il s'agit de moteurs pour la croissance et l'emploi. Les participants ont également fait observer que le prochain élargissement armera l'UE pour faire face aux défis de la mondialisation, sachant que les États membres ne peuvent les relever seuls.



Cracovie en faits et en chiffres

Forte d'une population de 756 000 habitants et d'une économie diversifiée dans les secteurs aussi variés que les technologies de l'information, le tourisme, l'agriculture ou encore l'industrie traditionnelle, Cracovie a su devenir un pôle d'attractivité pour les investissements étrangers (9 milliards d'euros en 2007).

De plus, Cracovie contribue largement au rayonnement intellectuel de la Pologne, avec 23 établissements universitaires, 20 000 enseignants et près de 191 000 étudiants. Le nombre d'œuvres d'art et de monuments constitue près du quart du patrimoine culturel polonais, ce qui a valu à la ville *son inscription en 1978 au patrimoine mondial de l'UNESCO et en 2000 le titre de ville européenne de la culture*.

Capitale touristique, la ville a accueilli en 2007 près de 8 millions de visiteurs, dont 6,8 millions de vacanciers, parmi lesquels 2,5 millions d'étrangers en provenance principalement de Grande-Bretagne, d'Allemagne, d'Italie, des États-Unis, et de France.



RÉDACTEUR EN CHEF • HENRI MALOSSE

RÉDACTEUR • BIRGIT FULAR

RÉDACTION & EDITEUR PHOTOGRAPHIQUE • PAULA CORREIA

ADRESSE DU GROUPE DES EMPLOYEURS

COMITÉ ÉCONOMIQUE ET SOCIAL EUROPÉEN

Jacques Delors Building

Rue Belliard 99, B-1040 Brussels

TEL - 32-2-546 95 53

FAX - 32-2-546 97 54

E-MAIL : gr1@eesc.europa.eu

WEBSITE: <http://eesc.europa.eu>